

Tour de France du projet



En direct avec les Français

Parlement ■ La taxe professionnelle et la Sécurité sociale sacrifiées

Régionales ■ Gros plan sur la Haute-Normandie et l'Île-de-France **HISTOIRE** ■ Berlin et le Mur





Mercredi 18 novembre 2009
de 18h 30 à 20h 30 au siège du Parti socialiste
10, rue de Solférino - 75007 PARIS
Salle : Marie -Thérèse EYQUEM

Laurence DUMONT secrétaire nationale à la Formation
Emmanuel MAUREL secrétaire national aux Universités Permanentes et d'Été

vous invitent à débattre avec : **Michel DEBOUT**
Psychiatre, Professeur de médecine légale et de droit de la santé,
Président de l'Union Nationale pour la prévention du suicide

autour de son ouvrage :
« Tout doit disparaître ; travail et souffrances psychologiques »
Éditions Narratives 2009

*Inscription obligatoire auprès de Christine,
E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Tél. : 01 45 56 76 13*

agenda du parti

TOUR DE FRANCE DU PROJET

Mercredi 18 novembre
à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Mercredi 25 novembre
à La Seyne-sur-Mer (Var)

Mercredi 2 décembre
à Rennes (Ille-et-Vilaine)

Sessions 2010 des Universités Permanentes des Cadres Fédéraux PS/MJS

Les Inscriptions sont ouvertes !

L'Université Permanente s'adresse aux Secrétaires Fédéraux, Délégué(e)s Fédéraux,
aux Secrétaires de Section membres des Conseils Fédéraux,
ainsi qu'aux animateurs/trices départementaux/italles MJS.

La formation se déroule sur quatre week-ends intensifs :
Trois au siège du Parti Socialiste 10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07
et le week-end de l'Université d'Été qui forment un ensemble cohérent.
Coût de la session : 250 euros payable par chèque à l'ordre du Parti socialiste.
(Les frais de transports peuvent être pris en charge par ta fédération, sous réserve de son accord)

CALENDRIER :

- **1^{er} week-end :** **du vendredi 22 Janvier 2010 (18h00) au dimanche 24 Janvier 2010 (13h30)**
- **2^{ème} week-end :** **du vendredi 28 Mai 2010 (18h00) au dimanche 30 Mai 2010 (13h30)**
- **3^{ème} week-end :** **UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PARTI SOCIALISTE**
- **4^{ème} week-end :** **du vendredi 19 Novembre 2010 (18h00) au dimanche 21 Novembre 2010 (13h30)**

* Toute demande de dossier d'inscription s'effectue auprès de :

Mireille Bourbon-Perez - Parti socialiste

Secrétariat National à la Formation, aux Universités Permanentes et d'Été
10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07

Téléphone : 01 45 56 77 45 - Télécopie : 01 45 56 76 45 - E-mail : formation@parti-socialiste.fr

* Lors de votre demande de dossier d'inscription, celui-ci peut vous être adressé soit par e-mail, télécopie ou courrier, nous vous remercions de bien vouloir indiquer vos coordonnées exactes (Nom, Prénom, Adresse postale, Tél, Portable, e-mail) et nous le retourner uniquement par courrier accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 58 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) Directrice de la publication : Laurence Girard

- Directeur de la rédaction : Benoît Hamon • Rédactrice en chef : Ariane Gil (78.61) • Rédaction : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • Secrétaire de rédaction : Stéphanie Platat (76.27) • Maquette : Florence Rousselot (79.44) et Patrick Decroix (77.16)
- Photo : Philippe Grangeaud (76.00) • Secrétariat : Odile Félix (78.61) • Comptabilité : Michèle Boucher (79.04) • Abonnement : Sabine Sebah (78-57)
 - FLASHAGE ET IMPRESSION : PGF (94) Saint-Mandé • Routage : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
 - ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfe Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Le Tour de France révèle une formidable attente de politique et de valeurs



Martine Aubry

Première secrétaire du Parti socialiste

■ sommaire

Actualité parlementaire

Taxe professionnelle et Sécurité sociale p.6 à 7

Dossier: Tour de France du projet

Le point à mi-parcours p.8 à 19

Régions

Objectif jeunes p.22 à 23

Régionales

Focus sur la Haute-Normandie et l'Île-de-France
p.24 à 31

Histoire

Le jour où le Mur est tombé p.34 à 35

Portrait

Une petite main du Tour de France p.36

Durant ces réunions, au cœur de salles combles et motivées, nous avons fait ensemble de la politique au sens le plus noble du terme : réfléchir aux moyens de remettre la France en marche, dessiner le modèle de société que nous voulons construire, préparer ensemble l'avenir de la France dans la mondialisation. Sans tabous et sans idées préconçues.

Au cours de ces échanges libres et réellement émouvants, j'ai été frappée par la générosité et l'ouverture de tous ceux qui se sont exprimés. J'ai été rassurée par l'attachement viscéral porté à l'identité de notre pays : son identité républicaine, laïque, métissée, généreuse, respectueuse des Droits de l'Homme et fidèle à son modèle social. Contrairement à ce que feint de croire la droite, les Français savent bien ce qu'est l'identité de notre pays. Ce qu'ils nous demandent, c'est avant tout d'y rester fidèles, c'est de traduire dans les faits les promesses et les grands principes républicains.

Et beaucoup ont ajouté : « à vous de nous dire comment nous pouvons vous aider à reconstruire la France ! ». Oui, à chaque étape, il s'est passé quelque chose de neuf et d'essentiel. J'ai senti que le fil se renouait, entre les Français et nous, les socialistes.

C'est un formidable message d'espoir. Rarement, la gauche a été aussi attendue. À nous maintenant de travailler, de proposer et d'agir pour transformer cette attente en force politique. C'est notre mission commune. Vous pouvez compter sur moi pour conduire ce formidable chantier, sans relâche.

Le chiffre**10**

Créé par la loi du 15 novembre 1999, le Pacte civil de solidarité (Pacs) fête ses 10 ans. Et c'est un succès. En 2000, 20 000 couples étaient séduits par ce nouveau contrat d'union. En 2008, ils étaient près de 150 000.

Collectivités**Un site pour l'égalité territoriale**

Le gouvernement, malgré des avis contraires dans sa majorité, a décidé de poursuivre la réforme des collectivités territoriales. Un ensemble de mesures « qui menace gravement les acquis démocratiques de la décentralisation et la pérennité des services publics locaux », selon les socialistes. Ils invitent donc « tous les citoyens à interpeller directement les parlementaires UMP et Nouveau Centre, via le site www.partisocialiste.fr/territoires ».

Un site Internet pour une « Mobilisation générale pour la justice et l'égalité territoriale ».

Outremer**Le président n'y est pas**

L'allocution de Nicolas Sarkozy, prononcée le 6 novembre après la première réunion interministérielle consacrée à l'outremer, n'est pas à la hauteur des attentes. Pour les socialistes, elle est même « choquante ». « Les seules

annonces concrètes qu'il contient traduisent une re-concentration des pouvoirs sur fonds de désengagement financier de l'Etat. Il est ainsi sans précédent qu'un président de la République réserve aux seules collectivités d'outremer « la possibilité pour l'Etat de se substituer à elles » dans des domaines (santé, environnement, etc...) où ledit Etat déciderait qu'elles seraient défaillantes ». Quant aux mesures de développement économique, elles sont insignifiantes et surtout non chiffrées par le gouvernement.

Tunisie**Arrestation arbitraire**

Dans un communiqué, le Parti socialiste français se dit « très préoccupé par la situation politique en Tunisie. Après l'élection présidentielle tenue dans des conditions contestées par l'opposition démocratique, la situation des droits de l'Homme continue de se dégrader. L'arrestation du journaliste et écrivain Taoufik Ben Brik, qui a couvert l'élection tunisienne pour des médias

français, en est un exemple. Le Parti socialiste demande la libération immédiate de Taoufik Ben Brik et de tous les prisonniers d'opinion. Et estime insupportable le silence du gouvernement français face à la violation flagrante des droits et des libertés des citoyens par l'autorité tunisienne ».

Chine**Exécutions**

La Chine a fait exécuter, le 9 novembre, neuf Ouïghours, condamnés à mort après des émeutes inter-ethniques de juillet dans la province chinoise du Xinjiang. Accusés de violences, mais sans preuves fournies par les autorités, ces opposants sont les victimes d'un régime qui n'accepte aucune forme de contestation. Pour les socialistes français, ces actes odieux démontrent encore l'absence de démocratie dans ce pays. Ils interpellent Xavier Bertrand qui vient de signer une convention commerciale avec lui. « Les droits de l'Homme doivent toujours primer sur le business », mais le gouvernement actuel, contrairement à tous ceux qui l'ont précédé, ne semble pas s'en préoccuper.

**Page réalisée
par Fanny Costes**



L'Image de la semaine Un bilan de mi-mandat catastrophique !

Nicolas Sarkozy arrive à mi-mandat. « C'est le pire bilan que l'on ait vu depuis l'institution de la cinquième République », affirme Benoît Hamon, porte-parole du Parti. Les conditions de vie des Français ont continué de se dégrader. La structure de leurs dépenses montre depuis 2007 une augmentation constante des dépenses incompressibles ou quasi-incompressibles, comme le logement, la santé ou l'alimentation, et une réduction nette de l'argent disponible pour les loisirs. Selon les chiffres du Pôle emploi, il y a 600 000 chômeurs supplémentaires mais le président n'envisage toujours pas de revoir la défiscalisation des heures supplémentaires. 92 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés alors que l'emploi manque et que la population a plus jamais besoin de services publics efficaces. Le PS s'inquiète d'autant plus que sur les terrains de la santé et de la justice, le bilan s'aggrave, renforçant les inégalités et créant des systèmes à deux vitesses au bénéfice des plus riches et des plus influents. Benoît Hamon dénonce « un nombre incalculable de régressions sur le plan social, économique et culturel. On appauvrit les vivants et l'on ruine ceux qui vont naître ».

La droite fragilise la Sécu

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale actuellement discuté au Parlement, affaiblit davantage une institution destinée à assurer le bien-être de tous les Français. Dangereux et injuste, il montre le peu de considération accordée par le gouvernement aux principes de solidarité et d'égalité.

Depuis l'accession de Nicolas Sarkozy à la tête de l'État, les comptes de la Sécurité sociale n'ont jamais été dans un si piètre état. Avec un chômage qui explose, 600 000 chômeurs supplémentaires en deux ans selon le Pôle emploi, les cotisations, elles, chutent. Mais à aucun moment dans les discussions parlementaires, la droite n'a envisagé de trouver de nouvelles recettes. « Les déficits pour 2009 et 2010 seront catastrophiques, puisqu'il est question de plus de 22 milliards d'euros pour 2009 et de plus de 30 milliards pour 2010. Ils ne résul-

tent pas d'une augmentation des dépenses, mais d'une insuffisance des recettes, liée en particulier à la baisse de deux points de la masse salariale globale, ce qui est une première depuis 1945 », explique Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS à la Santé et la Sécurité sociale.

Et les patients payent...

L'aggravation des comptes de la Sécu a donc une explication conjoncturelle. Mais la droite se cache derrière la crise pour justifier ses choix. Pas question d'accepter les propositions socialistes, favorables à

la suppression du bouclier fiscal et des exonérations dont bénéficient les restaurateurs, et à l'instauration d'une cotisation sur les stocks options. Supprimer les niches sociales et divers cadeaux permettrait pourtant de mobiliser facilement la modique somme de 30 milliards d'euros. Pourquoi le refusent-ils ? À l'heure de la reprise, il serait, selon eux, indécent de taxer davantage. Leur seule réponse, c'est la diminution des prestations de la sécurité sociale. Les Français qui ont déjà eu à souffrir de la crise, du chômage, de la dégradation de leurs conditions de vie, vont devoir payer plus pour les soins si les soins sont encore disponibles. « Il est absurde et totalement injuste de n'avoir comme seule réponse la taxation des patients, à travers la hausse du forfait hospitalier de deux euros, les déremboursements de médicaments et la hausse de certains tarifs. Il est aussi dangereux et de courte vue d'étrangler l'hôpital public alors que les niches sociales demeurent et que la question des retraites reste sans réponse », dénonce encore Marisol Touraine. Dans ce contexte, les socialistes tiennent eux à rappeler et à défendre un modèle social respectueux des principes de justice et de solidarité. Pour sauver la Sécurité sociale, il faut donc trouver les justes



Taxe professionnelle : Quand Sarkozy ne lâche pas le Medef

En signant l'arrêt de mort de la taxe professionnelle dans son projet de loi de finance 2010, le gouvernement fait le choix clair de tenir les engagements pris par Nicolas Sarkozy envers ses amis du Medef et mettre sous la tutelle financière de l'État les collectivités locales majoritairement administrées par la gauche. Privées de leur principale recette, les collectivités n'auront plus qu'à se plier au bon vouloir de l'État pour compenser le manque à gagner.

« Soit les collectivités territoriales devront augmenter leurs impôts, soit elles devront abandonner des projets d'investissement. Soit plus sûrement, elles devront faire les deux. Rien de rassurant quand on sait que les collectivités sont le moteur de l'investissement public, puisqu'elles en réalisent 73 % » s'inquiète Alain Vidalies, député des Landes. La situation des collectivités était pourtant déjà loin d'être facile : baisse des dota-

tions de l'État, transferts de compétences loin d'être compensés, augmentation des dépenses sociales versées aux administrés...

Cette injustice n'a d'ailleurs pas échappé aux sénateurs de la majorité, pourtant peu enclins à se mettre en travers de la route du gouvernement. Ils ont cette fois mis le holà en « exigeant » une rediscussion de la réforme de la taxe professionnelle. Une rediscussion qui aurait pu conduire à

un recul du gouvernement sur la question. Aurait pu seulement, car avant le vote au Palais-Bourbon l'amendement pacifiant le débat n'était plus à l'ordre des discussions.

Un revirement qui reste en travers de la gorge de nombreux députés comme l'explique Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste.

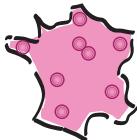
« La méthode de coproduction législative de monsieur Copé consiste d'une part, à faire avaler des couleuvres aux députés récalcitrants qui se battaient contre une réforme de la taxe professionnelle absurde, et d'autre part à se coucher devant le gouvernement qui cède aux pressions du Medef. C'est tout le travail du Parlement, toutes sensibilités politiques confondues, qui est ainsi méprisé. »

C'est tout le travail du Parlement, toutes sensibilités politiques confondues, qui est ainsi méprisé.

Jean-Marc Ayrault

« Le gouvernement vient de porter le plus mauvais coup imaginable aux moyens et aux ressources des collectivités locales ; affirme Jean-Pierre Balligand, député socialiste de l'Aisne, en charge du texte. Il met de fait en oeuvre l'assèchement de la fiscalité économique des collectivités locales et fait courir un risque très grave de transfert de la fiscalité locale vers les ménages »

Damien Ranger



En direct des Français



L'offensive avait été présentée à La Rochelle. Elle a été lancée à Angoulême le 23 septembre, première étape du Tour de France du projet. Si l'initiative avait, dans un premier temps, surpris, l'intérêt des visites et des étapes, le monde rassemblé dans les salles de débat et la teneur des interventions a vite ramené chacun aux réalités des Français. Une réalité plus que sérieuse : inégalités sociales, identité nationale, immigration, services publics, vie de famille... Cette plongée chez les Français servira de base à la rédaction du futur projet socialiste, pour que s'écrive, enfin, la France qu'on aime.

Comment un dialogue en direct avec les Français renouvelle notre projet

Sur la ligne de départ de ce Tour de France, nous voulions relever quelques défis d'ampleur. Comment remettre en mouvement notre Parti, après les chocs multiples qu'il a subis ? Comment engager l'écriture de notre projet en sortant du huis-clos de Solferino ? Comment entendre la parole des Français, approfondir un dialogue en direct avec eux qui redonne du crédit et de la densité à notre travail politique ?

Et surtout, nous voulions à un moment où l'exercice autoritaire et solitaire du pouvoir confisque la démocratie, contribuer avec d'autres, à la réinventer...

Une dizaine d'étapes, intensément préparées par les fédérations qui nous accueillent, jalonnent cet itinéraire qui raconte la France, comme une histoire collective, une géographie de milliers de visages, du nord au sud, depuis les villes éruptives jusqu'aux paysages des champs et des bocages. Au bout des TGV, il y a bien souvent des villages où s'invente la ruralité moderne, des quartiers sans drames mais pas sans projets, des villes qui poursui-

vent inlassablement leurs mutations –industrielles, écologiques, culturelles... Et puis il y a la colère de la France qui refuse d'être abimée, de devenir la victime consentante de restructurations publiques et privées aveugles, ou de discri-

Les Français qui viennent nous surprennent comme nous les surprenons ; ils sont au rendez-vous de cette longue histoire de France et de la gauche

minations et d'inégalités que les discours officiels ne parviennent pas à camoufler. La France qu'on aime, c'est tout cela à la fois.

Ce Tour de France rassemble

plus que prévu. Sans cesse, il faut expliquer le travail de cette plate-forme de mobilisation qui nous permet de retrouver, chaque soir, des salles pleines pour moitié de militants socialistes, pour une autre moitié, de citoyens qui ne sont jamais venus, ou qui ne viennent plus dans les meetings de la gauche. Sans cesse, il faut rappeler que ces réunions sont ouvertes, qu'une animation rigoureuse sert toujours les paroles libres, abolit les distances et permet les interpellations sans agressivité ni complaisance. Les Français qui viennent nous surprennent comme nous les surprenons ; ils sont au rendez-vous de cette longue histoire de France et de la gauche, que l'on pouvait croire interrompue. Plus précisément, ils élèvent le débat avec des paroles fortes, des

LA POLITIQUE

www.leparisien.fr
www.aujourdhui.fr

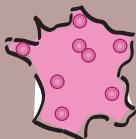
Aubry change de braquet

Longtemps absente du terrain, la patronne du PS s'est décidée à aller à la rencontre du peuple de gauche en entamant, demain à Angoulême, un tour de France du projet.



Martine Aubry se rendra également dans les DOM-TOM. La date et l'emplacement restent à déterminer.





Identité de la France

10

« Quand une nation a des difficultés, il faut qu'elle revienne à ses fondements : la République, la liberté, l'égalité, la fraternité, et j'ajouterais la laïcité. Un élu, au niveau national, est quelqu'un de responsable, c'est quelqu'un qui doit savoir que ces fondements n'ont pas été écrits sur une nappe de restaurant, dans un coin, un jour. Ces choses-là sont issues de notre histoire. La France est un pays carrefour qui a été traversé par des flux migratoires, notre société s'est fondée grâce à cela. Pour en arriver là, il a fallu des siècles de guerres de religion, des exactions. Notre devise « liberté, égalité, fraternité » n'a pas été décidée un matin par une boîte de com. »

Un responsable d'entreprise de travaux publics, Cachan

« Je voudrais parler du respect. C'est une notion large qui englobe beaucoup de choses. On peut respecter le professeur des écoles, l'environnement, ou le travailleur. Comment réussir à l'école quand les enfants ne respectent pas le maître ? C'est impossible. Je pense aussi que le respect de l'autre induit le respect de la liberté de chacun, la liberté de dire ce que l'on pense. »

Christelle, mère de famille, Tourcoing.



moments d'émotion, une intelligence des diagnostics et une exigence des valeurs, qui sont souvent pour nous des appels à agir. Comme si la démocratie pouvait à nouveau installer un rapport crédible entre les attentes des citoyens et les réponses politiques d'aujourd'hui. Le questionnement que porte Martine Aubry, et nous avec elle, permet de renouer le fil... Quelle société voulons-nous ? Quelles valeurs donnent le cap de l'action collective ? De ces échanges, jamais les mêmes et pourtant porteurs

de quelques points forts qui ne varient pas, je retire à mi-parcours quelques convictions. La France n'est pas en crise d'identité, mais en demande de politique, de cap, de sens. Ce que les Français nous disent de notre identité commune, je l'entends comme une fervente revendication que les valeurs de la République ne soient plus seulement énoncées, mais réellement pratiquées. Le malentendu serait profond, si l'on croyait que les attentes symboliques étaient enterrées. Des citoyens de toutes les origines et de toutes les histoires

rejettent justement la violence sociale qui leur est faite (ou faite à d'autres qu'eux), quand l'accès aux entreprises et aux responsabilités leur est interdit, à cause de la couleur ou du handicap.

Immergés dans la mondialisation accélérée de notre économie, les Français nous demandent de la visibilité sur l'avenir de notre modèle social. Ils le savent en danger, ils demandent sa réforme pour qu'il survive, mais ils ne céderont en rien sur l'existence de justice qui doit guider nos choix. Les craintes pour l'avenir des jeunes traversent les générations, devant le déclassement ou le retard à entrer dans le monde des adultes.

Dans ces rencontres, j'observe, au côté des salariés actifs ou retraités, et des fonctionnaires du service public, actifs ou retraités, de plus en plus de travailleurs indépendants, créateurs de petites entreprises, artisans ou commerçants. Ils sont des millions, ils sont aussi la France du travail. Les banques les soutiennent peu

dans la crise, la droite les déçoit, et jusqu'ici, la gauche ne s'adressait pas ou plus à eux. Quand les paroles s'élèvent, qu'elles viennent d'un professeur, d'un ouvrier, ou d'un étudiant, la société du mépris doit céder devant la demande de respect, d'actes de reconnaissance. Une exaspération hexagonale s'exprime comme un fil rouge, elle agrège des colères justes, qui naissent des humiliations du quotidien, des espoirs broyés, ou des choix absurdes de décideurs lointains, l'actionnaire ou le ministre, quand ils ne rendent plus de comptes et se dispensent de rechercher l'intérêt commun. Il s'entend ces temps-ci dans notre pays comme un volcan des colères.

Jour après jour, les Français demandent que les socialistes et la gauche reprennent l'initiative. Ce Tour de France doit irriguer notre travail sur le projet, la convention à venir qui dessinera un nouveau modèle plus durable pour notre économie, et pour le partage des richesses. Nous en rendrons compte pour mieux proposer. Mais d'ores et déjà, les Français nous l'ont dit, ils adhéreront à un projet de société si nous savons mieux écouter, traduire et porter les valeurs qu'ils expriment. C'est la première marche...

Christian Paul, Président du Laboratoire des idées

« Depuis seize ans, je me consacre à l'accueil des réfugiés et des sans-papiers. La politique qui se joue dans les préfectures est d'envoyer tous les étrangers au tribunal administratif. Qu'est ce que nous y voyons ? Nous y voyons des dossiers qui parfois ne sont même pas étudiés. L'étape suivante est le centre de rétention. Et qu'aprenons-nous aujourd'hui ? Trois Afghans sont partis de Lille, dans un charter venant de Londres, pour Kaboul en Afghanistan où se trouve une partie de l'armée française, et qui est un pays en guerre ! »

Professeur retraitée, Grenoble

11

Martine Aubry :

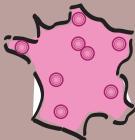
« Comment peut-on penser que la France qui est en guerre contre les Talibans leur renvoie trois des Afghans, qui justement ont été opprimés et ont risqué leur vie face aux Talibans ? Comment peut-on encore dire que l'on est le pays des Droits de l'Homme ? Ce qui s'est passé est une honte, mais malheureusement, j'ai peur que cela continue. Je souhaite que nous ayons enfin le courage de donner le droit de vote aux résidents étrangers pour les élections locales, que nous disions aussi très franchement aux Français qu'il faut arrêter de parler d'immigration en parlant de stock et de flux. Il faut parler d'un homme et .../... »

France-Soir.fr

Aubry part à la rencontre des Français

Thomas Morel, le lundi 21 septembre 2009 à 04:00





d'une femme, de son histoire, de ce qu'il fuit, de la misère de la pauvreté, de la guerre. »

Identité économique, sociale et urbaine de la France

12

« J'ai l'impression que les gouvernements de gauche comme de droite admettent les délocalisations et les voient comme une fatalité. Or, elles sont extrêmement douloureuses. C'est très grave parce que l'industrie française a beaucoup de mérite. Des fleurons entiers de cette industrie quittent notre territoire. Il y a des drames humains colossaux qui accompagnent ces délocalisations. Le projet socialiste a-t-il prévu une politique pour lutter contre les délocalisations ? »

Retraité de la fonction publique, Auch

Martine Aubry

« Beaucoup d'entreprises sont parties pour des raisons financières. Les salaires étaient beaucoup plus bas. Mais on commence à voir un retournement de ce mouvement. Les salaires dans ces pays augmentent. En Pologne, ils ont été multipliés par 2,5 depuis son entrée dans l'Europe. En Chine, ils sont en train de délocaliser du nord vers le sud, car, entre Shanghai et Pékin, les salaires

« Le PS apparaît aux gens comme un parti accessible »



Visite d'un laboratoire à Grenoble



Laurent Riou, chercheur, s'est rendu pour le Laboratoire des idées sur la quatrième étape du Tour de France à Grenoble. Lors du débat organisé avec plus de 800 personnes, il a été marqué par l'enthousiasme de la salle et sa volonté de participer à l'élaboration de la société de demain.

Le public présent à la réunion a-t-il montré de l'enthousiasme?

Pendant la soirée, c'était très clair. La salle avait été composée avec des militants ou sympathisants, mais aussi des personnes issues de la société civile. Je ne sais donc pas qui intervenait, à quelle sensibilité politique les gens qui ont parlé appartenaient, mais leur intérêt et leur volonté de témoigner ne faisaient aucun doute.

Dans les interventions, certaines paroles vous ont-elles

marqué ? Attend-t-on une démarche particulière du PS ?

Ce qui m'a le plus marqué c'est de voir que les gens demandaient ce qu'ils pouvaient faire d'eux-mêmes. C'est arrivé au moins à trois reprises. Ils ont donc manifesté un réel désir de s'impliquer dans le changement de société auquel Martine Aubry avait d'abord fait référence. C'est assez rassurant d'entendre des citoyens concernés.

C'est la première fois que j'assistais à une réunion de ce type. Je ne suis pas militant socialiste, mais j'ai trouvé que la salle était assez amicale. Il n'y avait aucune animosité. Au contraire, j'ai eu la réelle sensation que les gens étaient contents d'être là.

Ce Tour de France souligne-t-il le désir de la population d'être entendue et de s'engager à sa manière, plus qu'une méfiance à l'égard de la chose politique, et du PS en particulier...

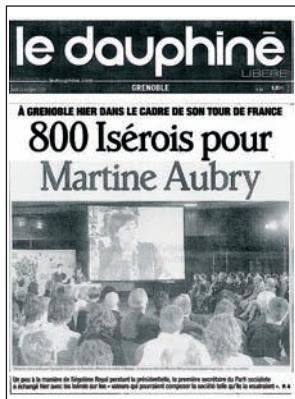
À Grenoble, chaque intervention était orientée vers l'avenir. C'était très constructif. Sur le principe général, l'organisation de ce Tour de France et des réunions publiques va dans le bon sens selon moi. L'atmosphère est bien plus posée et raisonnable qu'à l'occasion d'une campagne présidentielle par exemple. Les sujets abordés sont des sujets de fond. On ne réagit pas

de manière sanguine. Il n'y a pas une personnalité mise en avant. C'est un vrai débat. Et il y a de vraies remontées de la part de la salle. Pour tout avouer, j'étais un peu dubitatif avant de m'y rendre, car je me demandais comment un dialogue pouvait avoir lieu. Mais

j'ai été surpris par le nombre de mains levées pour prendre la parole avant tout, plus que pour revendiquer sa petite part du gâteau.

Selon vous, ce Tour de France rapproche-t-il le Parti socialiste et ses élus de la population ?

Le fait de s'exprimer fait du bien aux gens. Ils prennent sur eux pour prendre la parole en public, car ce n'est pas si évident, et ils apportent un témoignage. Ce n'est pas anodin pour ceux qui ont parlé. Et c'est très positif car cela touche directement les gens qui peuvent enfin partager avec un



représentent 60% des nôtres. Cela ne vaut donc plus la peine de payer le transport. Il faut que nous nous préparions à accueillir à nouveau ces entreprises. Certaines sont déjà revenues. L'industrie n'est pas perdue. Encore faut-il que l'Etat redéfinisse une politique industrielle et une politique d'accueil de ces entreprises »

« La France que j'aime est une France solidaire, où tout le monde aurait sa place pour réussir. Dans notre entreprise textile, il y avait plus de 17 nationalités qui travaillaient en parfaite harmonie. Ces hommes et ces femmes ont contribué à la richesse de ce pays, ils ont participé à la reconstruction, aujourd'hui ils vivent avec 450 euros par mois d'aides diverses. Ils sont passés aux oubliettes à cause de la mondialisation. Alors qu'on a mis l'argent du contribuable pour aider les patrons qui aujourd'hui sont partis en Chine ou au Bangladesh. Alors je vous demande aujourd'hui un peu de justice.»

Bouzig, licencié de l'industrie textile, Tourcoing.

« Nous sommes élus de l'entreprise SAFT dont un des établissements se trouve à trois kilomètres d'ici. Nous sommes actuellement et une fois de plus, sous l'emprise d'un plan de sauvegarde de l'emploi, un plan social. Notre établissement emploie 500 .../...

“pour organiser le porte-à-porte,

**on va faire une réunion pour voir qui est
disponible pour appeler les gens qui veulent bien
venir. Ensuite on leur demandera quand ils sont disponibles et
dans quel quartier. Au fait, qui peut prendre les tracts ? Il faut aussi
penser à regarder si les derniers porte-à-porte là bas ont bien marché
et quel type de gens on rencontre. Ah, mais on a pas l'AG fédérale samedi ?
Du coup qui va pouvoir venir ? Il faut qu'on soit au moins 5.
Bon, à quelle heure on peut se retrouver ?”**

Et si on faisait plus simple ?

Avec la coopol, les militants et les sympathisants du PS vont bénéficier d'outils faciles, pratiques et sûrs pour débattre, pour échanger et pour organiser des actions de terrain.

Et gagner du temps sur les tâches d'organisation, c'est avoir plus de temps pour convaincre nos concitoyens.

lacoopol.fr bientôt dans toutes les fédés.

s'organiser échanger s'informer coproduire agir partager

la coopol

LA COOPÉRATIVE POLITIQUE



Visite d'usine à Angoulême

parti politique ce qu'ils vivent tous les jours. Ils ont alors la sensation d'être entendus.

Sur le plan de la communication et de la relation entre la salle et le Parti socialiste, la rencontre de Grenoble m'a semblé très réussie. Martine Aubry a beaucoup écouté, pris des notes. Finalement elle est peu intervenue et quand elle s'est exprimée, elle a d'abord synthétisé les remarques et les témoignages qu'elle avait entendus. Ensuite, elle s'est positionnée sur l'avenir, et par rapport à 2012. Elle a alors soulevé quelques propositions. Ce n'était pas froid du tout. Il y avait une vraie proximité.

Attendez-vous du PS qu'il poursuive par la suite une telle démarche et qu'il communique sur le Tour de France et ses conclusions ?

C'est évident. Pour moi c'est quelque chose de nouveau et ce processus est nécessaire politiquement. Au terme du Tour, il serait important qu'une

synthèse vienne du Parti et soit mise à disposition de la population en général. D'ailleurs un tel travail permettra vraiment de voir ce que le PS peut tirer de cette expérience, ce qu'il compte faire par la suite.

Par ailleurs, il me semble que les socialistes ne doivent pas s'arrêter au Tour de France. Cette démarche de rapprochement et de dialogue avec la population doit être poursuivie. Il ne s'agirait pas forcément d'utiliser la même forme ou la même périodicité, mais de montrer que, pour le PS, la parole des citoyens compte au-delà des échéances électorales. Avec ce Tour de France, le PS est apparu aux gens, il me semble, comme un parti réellement accessible. Et c'est cela qu'il faut préserver pour obtenir l'adhésion de plus de citoyens. En ce qui me concerne quand je lis les journaux ou consulte les médias, je vois une différence énorme entre ce qui est dit et ce que l'on vit dans des rencontres comme celle de Grenoble. Au final, les hommes et les femmes politiques apparaissent complètement désincarnés. Alors qu'avec une rencontre comme celle de Grenoble, on a l'impression que les frontières ne sont pas si lointaines et pas si opaques entre la population et le PS. Le débat se met à portée de main.

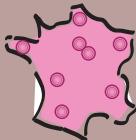
**Propos recueillis par
Fanny Costes**

salariés. Des aides américaines d'environ 400 millions de dollars pour la création de deux usines, fabriquant des batteries pour véhicules hybrides électriques, ont été octroyées. L'entreprise va monter deux boîtes aux Etats-Unis, elle créera à terme 1 300 emplois. Notre entreprise a perçu le crédit d'impôt recherche à hauteur de plusieurs millions d'euros en 2008. Alors, aujourd'hui, nous alertons les pouvoirs publics pour qu'ils obligent notre entreprise à rechercher, à développer et à créer des emplois en France. »

Syndicaliste, Angoulême

« J'attends, mais je n'attends pas seulement, j'ai très envie d'être active, j'aimerais que le PS ait une vraie proposition en matière de politique culturelle. Et pas quelque chose qui ressort juste un ou deux mois avant les élections présidentielles. Je voudrais qu'il y ait un réel contenu et qu'on fasse vivre cette culture. Qu'elle soit une culture vivante et pas une culture musée comme on le fait à l'heure actuelle.

Je défends une culture au sens où l'entendait Jean Vilar, une culture populaire, c'est-à-dire une culture qui s'adresse à tout le peuple. Il ne faut pas laisser aux télévisions, FNAC et compagnie, le pouvoir de décider d'une politique culturelle en tablant sur ce qui est rentable pour le peuple et en .../...



remettant un peu d'argent pour l'élite.»

**Chorégraphe-Interprète,
Cachan**

Quelle place pour les jeunes dans la société ?

« Je suis étudiante en BTS. Et j'ai besoin d'aide. Quand on se retrouve seule et qu'on n'a pas des parents ou un entourage qui nous soutiennent, on est obligé de travailler à côté des études et du coup, on n'arrive pas à avoir nos examens. Quand on travaille en plus, c'est difficile d'avoir une vie sociale. D'avoir en fait la vie de quelqu'un de 21 ans qui peut sortir ou aller au cinéma. Sans aide, tout cela, c'est fini. »

Étudiante en BTS, Auch

La politique : comment la gauche peut-elle reprendre l'initiative ?

« J'ai grandi en banlieue, je vis la banlieue. Je ne parlerai pas de la France qu'on aime mais plutôt d'une France qu'on voudrait me faire aimer. Aujourd'hui, je veux construire le futur de mon pays. Aujourd'hui, je suis confronté à des situations qui m'empêchent d'évoluer correctement, notamment sur le

« Auch était une étape prospère »

Premier secrétaire fédéral du Gers, Mickaël Aurora raconte comment sa fédération a réussi le pari d'organiser une étape du Tour de France du projet.

Comment s'est passée la préparation en amont de l'événement ?

Il faut bien avouer que l'étape gersoise du Tour de France du projet a été lourde à organiser. La réunion publique du soir supposait un cahier des charges contraignant et une forte mobilisation de l'ensemble de la fédération. En étroite collaboration avec l'agence Campana Eleb, partenaire du Parti pour l'événement, nous avons réussi à mettre tout le monde au travail. Je pense qu'on peut dire aujourd'hui que cette étape du Tour a été un franc succès !

Avant de poursuivre sur la tenue de la réunion publique, Martine Aubry a arpентé pendant la journée votre département...

La Première secrétaire est allée sur le terrain à la rencontre des acteurs locaux. Notre département est à forte dominante rurale et très peu

industrialisé. C'est un de ses atouts, mais, il faut bien l'avouer, aussi une de ses faiblesses. En pleine phase de transition économique, nous devons réussir le pari d'une autre agriculture, forte en valeur ajoutée.

Martine Aubry a donc passé un bon moment au cœur d'une ferme biologique, la Ferme en coton, où elle a discuté avec des agriculteurs. Le thème de la production pas seulement biologique mais aussi labellisée, en circuit court pour rapprocher le producteur du consommateur, ont été au cœur du débat. Je me souviens d'ailleurs d'un chef d'entreprise particulièrement représentatif de ces nouvelles productions. Il fabriquait des briques en terre crue, autrement respectueuses de l'environnement et supérieurement isolantes. Par sa production, il remet au goût du jour un produit ancien qui rentre dans le cadre du développement



Visite d'une ferme à Auch

durable dans une autre dynamique de consommation.

Quels retours avez-vous de ces rencontres ?

D'abord étonnés de la facilité avec laquelle Martine Aubry est entrée en contact avec eux, les acteurs locaux se sont réellement sentis écoutés. Ils connaissaient les propositions du PS en la matière et ont donc été agréablement surpris ! Plus globalement, ils ont compris la valeur que les socialistes donnent à un agriculteur qui agit en accord avec le développement durable, sortant du tout expansif et à forte valeur ajoutée.

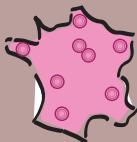
La journée s'est donc prolongée avec un dialogue plus large avec les Français...

Ce sont plus de 1 000 personnes qui sont venues débattre avec Martine Aubry. Un chiffre important pour une commune comme Auch. L'idée de rassembler non seulement des militants, mais aussi des citoyens pas forcément de notre bord a permis un dialogue fertile sur de multiples sujets, comme le social, bien sûr, mais aussi le handicap ou le travail. C'était une étape prospère pour le Tour de France du projet.

***Propos recueillis par
Ariane Vincent***

plan politique. Lors des dernières échéances municipales, nous avons créé une liste citoyenne, c'est-à-dire sans la gauche et sans la droite, composée seulement de citoyens qui ont cette volonté de construire, d'avancer ensemble, et de partager. Car il y a un problème qu'on ne soulève pas, c'est celui de l'ignorance. L'ignorance des uns pour les autres. Pour les banlieues, il ne faut pas seulement prendre en considération les groupes qui mettent le feu aux voitures ou qui sont acteurs d'incivilités, il y a aussi des acteurs de terrain qui cherchent à faire évoluer les choses »

***Responsable associatif,
Fresnes, Cachan***



en concurrence, tout le monde a peur de l'autre. Même en France, on a peur des gens qui sont à côté de nous, et qui peuvent prendre notre place. Tout le monde a envie de vivre mieux. Pour cela, il faudrait mettre en place des règles écologiques et sociales. Il faudrait que le PS s'engage à essayer de mettre en place des règles mondiales pour faire en sorte, comme disait Martine Aubry, « que l'on arrête de marcher sur la tête ». Tous ces problèmes peuvent être réglés si on aide les gens dans leur pays, si on fait en sorte qu'ils aient un niveau social égal au nôtre.»

**Ingénieur en électronique,
Grenoble**

« Une France sans opposition valable, c'est une France déséquilibrée, il faut absolument qu'il y ait quelque chose de solide de l'autre côté. Ce serait vraiment dommage pour la démocratie. Je voudrais insister sur la notion de dialogue. La France est un pays plein de diversités. Les gens, les étrangers, sont venus pour enrichir la France, pas pour l'appauvrir ou pour la dépouiller comme on entend pourtant partout.»

Babette

Mère de famille, Tourcoing

Les «étonnements» de Justine

Chaque Tour de France a sa caravane. Celui de Martine Aubry n'échappe pas à la règle, en embarquant avec lui un journaliste de L'Hebdo, du site Internet du Parti et Justine, dite La Bloggeuse, qui vit le Tour de France et le retranscrit pratiquement en direct de la musette de la Première secrétaire. À mi-parcours, elle nous livre ses étonnements.



Qu'on se rassure : le Tour de France du projet de la Première secrétaire, n'a rien à voir avec l'épreuve cycliste. Quoique. Question public, on doit pouvoir trouver des correspondances. Dans toutes les salles, il faut rajouter des chaises. Et autant dire qu'on s'étonne : les Français, qu'ils soient militants socialistes ou non, prennent donc le temps de se déplacer pour aller parler de la France qu'ils aiment avec passion, avec Martine Aubry. Voici donc mon Tour de France, en cinq étonnements :

Premier étonnement, météorologique : Ni la pluie violente de Tourcoing ou Grenoble, ni l'été indien délicieux d'Auch, n'ont découragé les gens de venir rencontrer Martine Aubry. Comme s'ils avaient vraiment envie de politique. Deuxième étonnement, sociologique : dans les salles, il n'y a pas que des militants PS. Il y a des jeunes, lycéens ou tout juste au travail, des femmes, des fonctionnaires, des Français issus de l'immigration, des petits commerçants, des vieux, des enfants

qui courent souvent au milieu des chaises. Et parfois, des électeurs de droite qui trouvent le moyen de prendre la parole et de se faire écouter.

Troisième étonnement lié aux débats : partout en France, on parle des angoisses de boulot, du chômage, de la retraite. Mais surtout, les participants se montrent très solidaires. Le sujet n'est pas d'améliorer leur propre sort. Il est de faire en sorte que tout le monde vive mieux, ensemble, en France. En fait, on assiste à la fabrication de la politique. Sous nos yeux. Les propositions ne manquent pas (comment faire mieux tourner les entreprises, comment améliorer l'école, en passant par la solidarité avec les personnes âgées). Les réponses de Martine Aubry sont pragmatiques et ne vont pas toujours caresser l'auditoire dans le sens du poil.

Mais c'est l'illustration d'une opposition qui propose et ne passe pas son temps à dénoncer, une demande forte des intervenants.

Quatrième étonnement « discriminant » : Dans tous les débats, quelqu'un se lève et raconte simplement la discrimination vécue au quotidien, dans son travail, dans sa recherche de logement. Parfois, comme à Cachan, un garçon demande si, « il va lui falloir toute sa vie changer de nom », pour trouver un boulot. Les réponses sont alors difficiles à apporter... Cinquième étonnement, running gag : A chaque étape, cette question : « comment on peut faire pour vous faire gagner en 2012 ? » M'est avis que participer ainsi au Tour de France du projet est déjà un bon début.

Justine Fisher

<http://lafrancequonaime.fr/letour/blog>



Quand elle est arrivée, un petit homme à l'écharpe bleu ciel s'est levé et a lancé la salve d'applaudissements, debout, pour elle. Le Tour de France du projet faisait halte à Tourcoing, et Martine Aubry y a endossé parfaitement le rôle de régionale de l'étape. Dans la salle de l'Atelier, des jeunes couples avec enfants, des jeunes issus de l'immigration, des syndicalistes et quelques transfrontaliers, ont interpellé la maire de Lille dans son rôle de Première secrétaire du premier parti d'opposition.

Les dessous de la Coopol

Le Parti socialiste lance en ce moment sa coopérative politique en ligne ! lacoopol.fr. Zoom sur ce nouvel outil qui pourrait révolutionner l'approche de la politique et du militantisme en France.

Martine Aubry avait dévoilé le projet à l'Université d'été de La Rochelle. La Coopol rentre désormais en phase de déploiement au sein du PS. À la fois réseau social et outil d'organisation, la Coopol a trois principaux objectifs.

20

Les fédérations

Il s'agira tout d'abord de simplifier et de faciliter le travail des fédérations et des sections. Outil de gestion des listes, des agendas, de la mobilisation, une palette d'outil sera livrée avec le mini-réseau social de la section, afin de faciliter la vie militante. La Coopol permettra également

aux militants d'échanger plus directement entre eux. Ils pourront ainsi créer des groupes thématiques en fonction de leurs centres d'intérêt, avec des outils de travail collaboratif et d'action. Il s'agira enfin d'ouvrir le réseau sur l'extérieur, aux sympathisants qui veulent se mobiliser à nos côtés.

Le terrain

La Coopol est résolument tournée vers l'action de terrain : il ne s'agit pas de construire une action uniquement sur Internet, mais d'utiliser les outils du réseau pour gagner du temps et mieux organiser nos actions au contact direct de nos concitoyens. La campagne de Barack Obama a bien

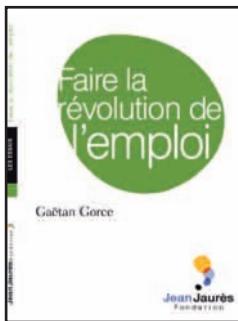
montré à quel point, en plus du porte-à-porte ou des contacts directs à l'ancienne, Internet pouvait être efficace.

Les sympathisants

Le déploiement de la Coopol a lieu en ce moment même, région par région, fédération par fédération. L'Alsace a été la première région à basculer dans la Coopol. Des réunions de formation et de présentation seront organisées partout pour accompagner ce nouvel outil. D'ici à la mi-décembre, l'ensemble du territoire devrait être couvert, avant une ouverture aux sympathisants, programmée pour janvier 2010.

L'Equipe Internet



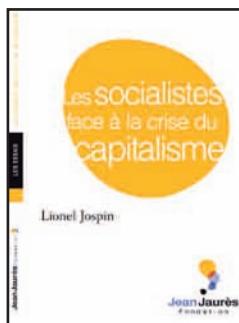


Emploi : les moyens de s'en sortir

Dans un essai sans concession, Gaëtan Gorce plaide pour une approche renouvelée de la question de l'emploi en France. Le député de la Nièvre imagine d'autres solutions qu'un simple empilement de mesures techniques. Il nous faut penser collectivement aux politiques de formation, d'emploi et du travail et considérer leur financement comme autant de vases communicants, estime-t-il. Une urgence à l'heure où la voie conduisant à une économie déclassée se précise de jour en jour.

Gaëtan Gorce, *Faire la révolution de l'emploi*, Fondation Jean-Jaurès, 2009, 65 pages, 4 euros

Crise du capitalisme : les recettes de Lionel Jospin



Invité à s'exprimer dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire sur le thème « Les socialistes face à la crise du capitalisme » par la Fondation Jean Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), Lionel Jospin a livré sa propre grille de lecture de la crise. Les socialistes sont les « partisans d'une forme d'organisation sociale faisant prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers et qui veulent, contre les injustices engendrées par le capitalisme, assurer par des réformes la répartition la plus juste possible des richesses », affirme l'ancien Premier ministre. « La crise qui nous frappe est bien une crise

d'ensemble, qui touche tous les pays et affecte tous les secteurs, renchérit-il. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La régulation est indispensable à la globalisation ». Ce qui suppose que les États et les organisations internationales la mettent en place. Et qu'elle débouche, enfin, sur une transformation du système économique et social.

Lionel Jospin, *Les socialistes face à la crise du capitalisme*, Jean-Jaurès, 2009, 46 pages, 4 euros

Sarkozy adopte-moi

Sommes-nous les enfants de Sarkozy ? Depuis plusieurs semaines, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) invite tous les jeunes de France, en quête d'une première expérience professionnelle, à formuler une demande d'adoption par le président de la République. Un formulaire-type est téléchargeable sur le site du MJS et peut-être envoyé gratuitement par voie postale à l'Élysée. « Nous voulons lui rappeler qu'il est de son devoir de s'occuper du sort de tous les jeunes et non pas uniquement de sa propre famille », indiquent les intéressés.

Journées d'étude à Copenhague

Le Centre Condorcet consacre quatre journées d'études au climat, à l'énergie et à l'environnement, du 17 au 20 décembre prochain à Copenhague. Et ce, afin d'affirmer la reconnaissance du rôle joué par les collectivités dans la réalisation des objectifs retenus. Ces journées d'études ont également pour objectif de permettre aux élus de maîtriser davantage les stratégies à mettre en œuvre en faveur du climat, de mieux argumenter sur le sujet, d'expliquer le projet socialiste pour une société éco-responsable et de tirer toutes les conséquences des décisions applicables dès 2010 à l'échelle locale.

Renseignements et inscriptions : Michel Dubois.

Mail : dubois.condorcet@laposte.net /

Tél. : 06 84 80 17 18

Bruno Tranchant

Jean-Louis Bianco : « Faire des jeunes une priorité »

À quelques mois des élections régionales, **Antoine Détrouillé**, président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), et **Jean-Louis Bianco**, à la tête d'un collectif en charge de l'élaboration du projet socialiste, reviennent sur les politiques de soutien aux jeunes.

Quel bilan tirez-vous des politiques mises en œuvre par les régions socialistes en direction de la jeunesse ?

Antoine Détrouillé : Nos régions ont pris l'exact contre-pied de celles qui sont orientées à droite qui ont délaissé le quotidien et sacrifié l'avenir. Elles se sont efforcées d'accompagner les jeunes dans le domaine éducatif, en investissant massivement dans les lycées, le tissu associatif et les transports. Enfin, elles les ont aidés à affirmer pleinement leur autonomie.

Jean-Louis Bianco : Les régions à gauche se sont employées à réparer, autant qu'elles le pouvaient, les dégâts provoqués par la politique gouvernementale, tout en préparant l'avenir. Pour la jeunesse, bien sûr, mais aussi pour l'ensemble de nos concitoyens.

Ces politiques peuvent-elles servir de contrepoids aux mesures gouvernementales ?

J.-L. B. : Le gouvernement supprime des postes dans l'Éducation nationale quand les régions modernisent les lycées

et recrutent du personnel TOS (techniciens, ouvriers et agents de services) pour assumer les responsabilités qui leur ont été transférées par l'État, sans les moyens qui vont avec.

A.D. : Globalement, on voit bien que les régions avancent et que le gouvernement fait le maximum pour réfréner leurs ardeurs. Elles montrent, par leurs actions auprès des jeunes, à quel point la droite est dépassée sur ces questions.

De quels leviers disposent-elles pour soutenir les jeunes dans leurs efforts de formation et d'enseignement supérieur ?

A.D. : Aux petits coups de pouce gouvernementaux à visée électoraliste, les régions opposent des politiques globales. Elles participent ainsi au financement de l'enseignement supérieur et mènent des actions ciblées en faveur de l'emploi. Lorsqu'elles investissent dans le domaine du transport ou du service public, elles favorisent la mobilité. Quand elles agissent pour la formation professionnelle,

elles aident les demandeurs à s'insérer durablement dans la vie active.

J.-L. B. : Toutes les études montrent que les régions pilotées par des élus socialistes sont parfaitement gérées. La droite se livre donc à un mauvais procès en les accusant d'alourdir l'impôt. Ces hausses sont inéluctables en raison de transferts de charges non compensés. Sans compter qu'à ce jour, la Région qui a eu la main la plus lourde fiscalement est sans contestation possible l'Alsace, dirigée par l'UMP.

L'expérience des emplois-tremplins vous paraît-elle concluante ?

A.D. : Oui, dans la mesure où de nombreux jeunes ont trouvé un stage correspondant à leurs attentes. Quand la droite laisse les 18-25 ans au bord de la route, nos présidents de régions font le pari de la qualification, en misant sur un service public efficace et innovant.

J.-L. B. : Ce n'est pas rien, compte tenu de l'état de désespoir dans lequel se trouvent de



nombreuses familles. Je présenterai des propositions lors du Conseil national du 12 décembre, en prévision des élections. L'une d'elles portera sur la Sécurité sociale professionnelle, expérimentée dans nos régions, une autre sur le parcours emploi-formation qui figurera au rang des priorités de la prochaine mandature. Nous devons aller plus loin dans l'accompagnement des jeunes. En faire une priorité.

Quelles seront les principales composantes du projet que vous préparez ?

J-L. B. : C'est un peu tôt pour le dire. Ce qui est sûr, c'est qu'il nous faudra réaffirmer une ligne politique claire et des valeurs, en signalant haut et fort que nos régions préparent l'avenir. Pour cela, elles se battent pour l'emploi, elles se préoccupent de la jeunesse,

elles forment des territoires de solidarité. Elles défendent également les services publics, en prenant part aux luttes menées par le mouvement social, les syndicats et les usagers contre la désertification du territoire.

Nous adopterons ensuite des mesures qui serviront de socle commun à nos régions. Elles formeront l'axe de notre projet.

La réforme territoriale ne risque-t-elle pas de fragiliser l'édifice régional ?

A.D. : Cette réforme témoigne d'une perception de la France vue de Neuilly-sur-Seine, méprisante pour nos territoires. Au-delà de cette tentative de manipulation électorale, la clause de compétences générales est clairement remise en cause. Celle-là même qui permet aux régions d'agir efficacement pour la

santé, l'environnement ou les services publics, dans l'intérêt de nos concitoyens. Il s'agit d'une mise au pas inquiétante qu'il nous faudra combattre par la preuve et l'exemple.

J-L. B. : Cette réforme est totalement démagogique. Sur 500 000 élus, une large majorité se compose de maires, d'adjoints et de conseillers municipaux qui ne perçoivent aucune indemnité. Sans compter que les 6 000 conseillers qui composent les assemblées régionales et départementales se situent en dessous de la moyenne européenne. Avec les conseillers territoriaux, le gouvernement crée donc un être hybride dont on ne sait au juste comment il pourra fonctionner.

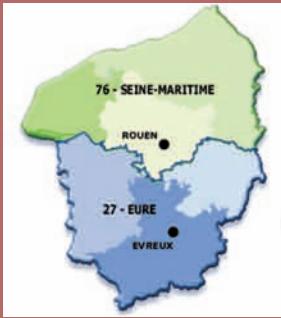


Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :

CONSEIL RÉGIONAL DE HAUTE-NORMANDIE



24



Superficie : 12 317 km²
Départements :
Eure (27),
Seine-Maritime (76)

Population : 1 780 192 hab.
Densité : 145 hab./km²

Budget 2009
976 millions d'euros
◆ **Éducation, formation, apprentissage : 42,75%**
◆ **Transport et développement durable : 16,25%**
◆ **Développement économique et emploi 6,27%**

HAUTE-NORMANDIE : LA CRÉATIVITÉ EN PLUS

Continuer la « remontée fantastique » pourrait être le credo des socialistes haut-normands. Quand ils gagnent la Région en 1998, la Haute-Normandie est au plus mal : taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, taux dendettement le plus élevé de France et, pour ne rien arranger, taux d'imposition record sur tout l'hexagone... Il en fallait plus pour décourager l'équipe emmenée par Alain Le Vern, fière d'avoir renforcé le rôle du Conseil régional tout en remettant la situation économique de l'institution dans le droit chemin.

Région la plus jeune de France avec 35,6 % de la population âgée de moins de 25 ans, 4^e région pour le commerce extérieur et 1^{er} façade maritime française avec les ports du Havre et de Rouen, la Haute-Normandie a des atouts qu'il fallait savoir utiliser pour que « le Conseil régional joue son rôle de bâtisseur du futur » remarque Alain Le Vern qui entend mener à nouveau la gauche vers la victoire en mars prochain. « Durant ce mandat, nous avons vraiment consolidé le rôle de la Région dans l'esprit des habitants. Il a fallu être innovant et créatif pour continuer à répondre à l'attente de

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en six ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? la Haute-Normandie et l'Île-de-France.



tous, surtout dans une période où l'État s'est totalement désengagé. » Au chapitre des innovations, le partenariat unique en France entre le Conseil régional et les deux départements qui composent la région fait la fierté du président. Un dispositif qui a permis d'agir sur la vie quotidienne des Haut-Normands.

La créativité est une marque de fabrique. C'est ici en effet qu'a été inventée, il y a 12 ans, lors de la première mandature, « la carte Région » qui permet aux lycéens d'accéder gratuitement à plusieurs centaines d'évènements culturels et sportifs, et de ne payer qu'une partie des livres sco-

laïques. « C'est un grand plaisir de voir que la quasi-totalité des conseils régionaux gagnés par la gauche six ans plus tard ont adopté ce système » se réjouit Alain Le Vern. Dessiner l'avenir du territoire par de grands projets d'infrastructures et faire entrer définitivement la région dans la vie quotidienne des citoyens résume l'état d'esprit de ce mandat qui s'achève. « En cette période de crise, nous nous devons d'aider les Haut-Normands dans leur vie de tous les jours. Sur les transports par exemple, nous avons sorti les grands moyens. En sept ans, nous avons investi l'équivalent d'un an de budget du Conseil régional unique-
.../...

Orientation

Savoir choisir

De l'adolescent qui découvre les métiers, au demandeur d'emploi en quête d'un nouveau poste, sans oublier le salarié qui songe à créer sa propre activité ou à évoluer dans sa vie professionnelle, les questionnements en matière d'orientation et de formation professionnelle sont multiples. Conscient de cette préoccupation, le Conseil régional a décidé de créer en 2006 une cité des Métiers à Rouen pensée comme un forum permanent ouvert à tous les publics. Organisé autour de 5 pôles d'information et de conseil, d'une zone de documentation complète, d'un espace de conférence et d'exposition, cet outil constitue une base de ressources unique en son genre.



Les régions qu'on aime

ment dans le ferroviaire ». La mobilité comme facteur d'excellence économique.

Les entreprises ne sont pas en reste. Sur ce territoire industriel qui s'est retrouvé en première ligne face à la crise économique, le Conseil régional se devait d'être omniprésent pour conserver les emplois. Au moment où les banques étaient défaillantes c'est la Région qui s'est muée en institution financière pour que les projets ne stagnent pas dans les entreprises. « Renault a été

notre premier client, si je

puis dire. Nous leur avons prêté plus de 12 millions d'euros à taux-zéro pour finir le développement de leur prochain moteur. Mais en contrepartie, nous avons la garantie qu'il sera produit à Cléon, en Seine-Maritime. » Autre dispositif, la formation comme alternative au chômage économique.

« Lorsqu'une entreprise était sur le point de licencier, nous proposions de faire suivre au salarié concerné un parcours de formation de six mois. Le temps pour l'entreprise de laisser passer la tempête et pour le salarié, d'acquérir de nouvelles compétences ». Au total ce sont plus de 30 millions d'euros qui ont été investis dans ces mesures.

La sérénité dégagée par le sentiment du devoir accompli, sans



LA CARTE RÉGION

soulageant le budget des familles au moment de la rentrée scolaire et permettre aux jeunes d'accéder à des loisirs culturels et sportifs. Voici le cahier des charges de la « carte Région » créée en 1998 dès l'arrivée de la gauche au pouvoir en Haute-Normandie. Elle était d'ailleurs la première Région à mettre en place ce système d'aide à la culture des jeunes. Depuis, la quasi-totalité des conseils régionaux de gauche l'a rejointe. Entièrement informatisée, la carte Région est rechargeée automatiquement chaque année et ouvre des avantages aux lycéens, aux apprentis et aux personnes en formation professionnelle de moins de 26 ans. Une centaine d'euros est ainsi distribuée chaque année aux 80 000 bénéficiaires. En évolution permanente, la carte Région sera au cœur de l'intermodalité des transports publics hauts-normands d'ici 2013.

Ainsi, la carte pourra servir de « Carte Orange » à la normande. Une initiative qui existera de manière autonome avec le dispositif « Atoumod » qui permettra de circuler en toute fluidité tarifaire sur les 16 autorités organisatrices de transport recensées en Haute-Normandie.

Jeunes

Du mouvement!

Favoriser l'égalité des chances en





jamais tomber dans la suffisance, pose la question des prochaines échéances. Qu'est-ce qui pourrait faire tomber les socialistes Haut-Normands ? « Pas les ministres qui se pressent sur la liste de droite en tout cas ! » répond du tac-au-tac le président de Région qui a vu Hervé Morin, actuel ministre de la Défense, siéger « dix minutes en six ans, et ne porter aucun projet auprès du gouvernement. » Peu d'inquiétude alors concernant la menace, Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture, qui emmènera la liste de droite. Car face à une opposition endormie depuis les élections de 2004, la majorité de gauche a avancé comme un seul homme.

« L'immense majorité de nos délibérations ont été faites à l'unanimité » commente Alain Le Vern. « Nous n'avons pas eu la moindre anicroche dans nos relations avec nos partenaires. La volonté d'indépendance des verts et des communistes pour le premier tour de la prochaine



élection est incompréhensible et artificielle. On voit bien qu'ils sont dans une stratégie qui n'a rien à voir avec la Haute-Normandie » note-t-il, un brin agacé.

La prochaine mandature est déjà mise sur de bons rails. « Nous avons la chance de pouvoir faire un grand renouvellement de notre équipe, se projette Alain Le Vern. Déjà lors du dernier mandat quatre des vice-présidents avaient dû quitter l'institution régionale après avoir gagné de nouvelles collectivités ou de nouveaux sièges au Parlement. Cette vivacité est importante pour notre créativité collective. »

Damien Ranger

Territoires

27 + 76 = 276

Derrière ces trois chiffres, trois collectivités, la région Haute-Normandie, et les départements de l'Eure (27) et de Seine-Maritime (76) présidés respectivement par Alain Le Vern, Jean-Louis Destans et Didier Marie. En septembre

2004, ils ont décidé de renforcer l'efficacité de l'action publique au service des citoyens en mutualisant leurs moyens. Cette démarche, unique en France, comporte de nombreux avantages : les politiques engagées (emploi, action sociale, éducation et formation, développement économique, culture, sports, environnement) sont complémentaires et plus cohérentes, donc plus efficaces. « Au moment où l'Etat se désengage partout, il était important d'utiliser au mieux nos ressources » ajoute Alain Le Vern.

Depuis 2004, le 276 est intervenu sur plus de 1 000 projets. Mille projets où les conseils régionaux et départementaux ne se sont pas concurrencés, loin de là ! « Tout est contractualisé entre-nous. C'est une réponse pragmatique au coup tordu que tente de faire la droite aux collectivités. On n'impose rien depuis Paris ou Rouen, on a des relais sur place qui connaissent la situation. Nous montrons que la multiplicité des structures et un atout et non une faiblesse. »



Les régions
qu'on aime

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE DE FRANCE



Superficie : 12 012 km²

Départements : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94), Val-d'Oise (95)

Population : 11 360 000 habitants

Densité : 940 hab./km²

Budget 2009 4 539 millions d'euros

◆ Éducation, formation, apprentissage : 41,48%

◆ Mobilité, déplacement et éco-Région : 28,71%

◆ Emploi, développement économique, enseignement supérieur, recherche : 6,41%

ÎLE-DE-FRANCE, UNE RÉGION QUI ROULE

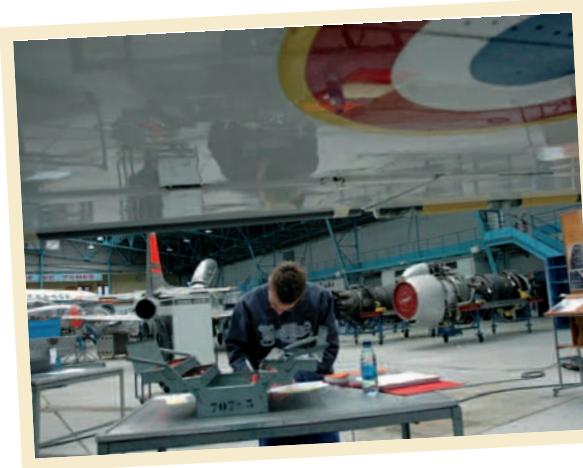
De la gratuité des transports aux efforts déployés en faveur de l'action économique et sociale, la Région Île-de-France a su allier solidarité, ambition et innovation tout au long de la mandature. Retour sur cinq années de gestion durant lesquelles Jean-Paul Huchon et son équipe ont engagé des mesures audacieuses.

Jean-Paul Huchon a le sourire. Il y a peu, un ami lui a offert un portrait de Salvador Allende. Retrouvé mort en 1973 dans le palais de La Moneda à Santiago du Chili, Allende est devenu un héros pour toute une génération de socialistes, dont fait partie Jean-Paul Huchon. Le président du Conseil régional d'Île-de-France (CRIF) se laisse prendre au jeu, il pose pour la postérité, aux côtés du portrait de son modèle chilien. Jean-Paul Huchon achève son deuxième mandat à la tête de la Région.

Grands chantiers

Les grands chantiers du mandat 2004-2010 sont nombreux, dont au premier chef la mise à plat de la politique d'aménagement du territoire au travers du Schéma directeur d'Île-de-France, le SDRIF, qui ouvre des perspectives pour les trois prochaines décennies. Elle lui permet également de définir un plan de mobilisation des transports, d'un montant de 18 milliards d'euros, fondé sur une amélioration de l'offre. « Nous avons dû multiplier nos efforts par deux pour pallier les défaillances de l'État qui n'a pas mis un centime d'euro dans les transports publics », déplore l'élu.

Pas question, pour autant, de baisser les bras. Le contrat de projets 2007-2013, (3 milliards d'euros dont 2 financés par la Région), verra bien la mise en service, dès 2012, d'une quinzaine de projets lourds. « L'offre s'est densifiée, prévient Jean-Paul Huchon. Depuis 2006, 500



millions d' € ont ainsi été mobilisés au profit des lignes de bus et des réseaux ferrés, avec une priorité apportée à la desserte de la grande et petite couronne, aux liaisons entre les banlieues, le RER et plusieurs lignes de métro ». À ce rythme, tous les trains auront fait peau neuve d'ici 2016.

Ces investissements ne portent pas sur les seules infrastructures ou matériels rouillants. « Désormais, les Rmistes peuvent se déplacer gratuitement, se félicite le patron du CRIF. Les personnes qui se trouvent en situation de précarité bénéficient d'une réduction de 75 %. Ce droit à la mobilité est entièrement pris en charge par nos soins. Nous sommes d'ailleurs les seuls à l'avoir fait ».

Efforts substantiels

Ce travail s'accompagne d'un soutien accru à l'enseignement supérieur, la recherche

et l'innovation qui représente 5 % du budget régional. « Soit deux fois plus que l'État, s'empresse d'ajouter l'élu. 84 projets universitaires sont en cours de réalisation, des bibliothèques aux restaurants, en passant par les logements étudiants ou les établissements ». Sans oublier les pôles Paris Est (104 millions d'euros), Condorcet (66 millions d'euros) et Saclay (260 millions d'euros), directement concernés par une politique qui a fait des étudiants le cœur de ses priorités.

Dans le même temps, le « coup de pouce régional » a permis à 500 jeunes ayant eu la mention « Très Bien » au baccalauréat de percevoir pendant quatre ans, une bourse de 2 600 euros entièrement financée par la Région. D'autres se voient allouer une aide à la mobilité dans le cadre de leurs études à l'étranger. « .../...

Education

Haute technologie

Les opérations lourdes engagées pour les lycées sont la pierre angulaire de la politique régionale. Chiffres à l'appui. « 243 établissements

se retrouvent ainsi en chantier sur un total de 470 écoles publiques et 213 établissements privés sous contrat », précise Élisabeth Gourevitch, vice-présidente en charge des lycées et des politiques éducatives. L'équipement est une autre priorité de l'exécutif : « 140 000 ordinateurs ont été distribués aux élèves, affirme l'élu. L'accès à Internet est désormais une réalité. La fracture numérique est derrière nous ». Parallèlement, la Région s'emploie à généraliser les « Espaces numériques de travail » (ENT), un portail sécurisé donnant accès à des ressources et à des services numériques correspondant au profil de l'utilisateur. « En 2010, 60 établissements bénéficieront ainsi des ENT. D'ici septembre 2011, tous les lycées d'Ile-de-France seront dotés de ces outils ». Autres initiatives : la gratuité des manuels scolaires et la mise à disposition, depuis la rentrée 2007, d'une clé USB incluant des logiciels libres aux lycéens de seconde ou de première année d'enseignement professionnel, ainsi qu'aux apprentis de première année.



Les régions qu'on aime

Nous appliquons la gratuité des livres scolaires et du matériel pour les apprentis, poursuit Jean-Paul Huchon. Nous avons doublé la présence de jeunes apprentis dans les centres de formation ». Histoire de préserver des emplois dans les zones sensibles.

La Région s'efforce, par ailleurs, de soutenir les entre-

prises. Dans le cadre de l'opération PM'Up, une aide au développement a été attribuée à 180 PME innovantes en 2008. Parallèlement, le fonds de garantie OSéO/Région a permis de créer ou de maintenir 15 500 postes. Avec, en prime, 570 millions d'euros d'encours bancaires garantis pour les PME franciliennes. Plusieurs autres dispositifs ont vu le jour : le fonds de prêts d'honneur, le fonds régional d'aide au conseil, l'aide à l'export AREX, ou bien encore le fonds de développement des PMI dont ont profité plus de 500 projets.

Croissance verte

L'accès à la culture, la



Un espace confortable, un plancher bas, de type « boa », censé faciliter les déplacements, des sièges ergonomiques, des couleurs évolutives... Le 12 décembre, le Francilien fera sa première sortie, un jour exceptionnel pour des millions d'usagers. « Une première », à en croire Serge Méry, vice-président du Conseil régional, en charge des transports et de la circulation, et père de ce train futuriste. Respectueux de l'environnement, le « Francilien » a été conçu pour minimiser les frais d'entretien. « Il sera distribué sur nos lignes de banlieue au cours des trois prochaines années, précise l'élu. Ce projet est la réalisation phare de la mandature en matière de transports ».

Autre grand défi : la prise en charge des personnes à mobilité réduite. Plusieurs expérimentations ont été lancées dans le secteur public. Dernière initiative en date, le réseau PAM, Pour aider à la mobilité, lancé en 2003, dans six des huit départements de la région. « Jusqu'ici, certaines personnes restaient cloîtrées chez elles et n'avaient que peu de relations avec la cité. Aujourd'hui, elles ont réintgré la société, retrouvé leur dignité grâce au réseau PAM, se félicite Serge Méry. Le droit de se déplacer existe enfin ».

Transport

TOUS EN MOUVEMENT



diversité esthétique, l'accompagnement à la création et le développement des pratiques artistiques figurent également au rang des priorités régionales. « Nous avons soutenu plus de 200 troupes, la création littéraire par les résidences d'auteurs et 360 projets littéraires depuis 2007 », se plaît à souligner Jean-Paul Huchon, avant de passer en revue les politiques d'aides sociale et sanitaire soutenues par son équipe. 250 maisons de retraite ont bénéficié d'aides ciblées, au même titre que les services d'urgences ou les personnes handicapées auxquelles 15 000 places ont été attribuées. Parallèlement, la politique de la ville et l'animation sociale vont désormais de pair avec les politiques régionales.

Autre grand défi de la mandature : la croissance verte. « L'engagement de construire la première Éco-Région d'Europe a été tenu, affirme le président Huchon. Une enveloppe de 1,4 milliard d'euros, soit plus du tiers du budget régional, est consacrée à des actions environnementales ». Avec plusieurs priorités à la clé : développement du fret et des transports collectifs, lutte anti-bruit, construction et rénovation des lycées aux normes HQE, soutien à l'éco-innovation, prime à la très haute performance énergétique en matière de logement... « Dix centres d'incinération ou de traitement des ordures ménagères

ont également vu le jour grâce à la Région, renchérit Jean-Paul Huchon. Ces efforts valent aux politiques environnementales de figurer au troisième rang de nos priorités, dans les pas de l'éducation et des transports ».

Difficile, cependant, de pallier le désengagement de l'État et au transfert de charges non compensées qui frappe durement l'Île-de-France... « Il a fallu, notamment, financer le passage de 1 500 à 11 500 agents TOS dans le domaine de l'éducation sans le moindre retour », soupire l'élu. Les exemples sont legion. « Au final, la non-compensation représente un manque à gagner de l'ordre de 250 à 450 millions d'euros annuels, soit 5 à 10 % de notre budget ». Règlement de compte ? « Assurément, confie Jean-Paul Huchon. Nous payons là les effets d'une politique impulsée par un État jacobin, soucieux de reprendre la main dans les régions ». Pas sûr, toutefois, que l'Île-de-France l'entende de cette oreille... ■

Une région solidaire

« Le secteur social, la santé et l'aide aux personnes âgées ne sont pas de notre ressort. Par choix et par nécessité, l'Île-de-France est devenue, depuis 2004, un acteur incontournable de toutes les politiques de solidarité. Au point de devoir se substituer bien souvent à un État défaillant », souligne Jean-Paul Huchon. Concrètement, cet effort se traduit par une enveloppe d'1,22 milliard d'euros répartie entre l'extension et la restructuration de 5 800 places en crèches, 43 000 places d'hébergement pour les personnes âgées, 8 000 places pour les personnes en situation de handicap et 6 000 places pour les femmes en difficultés et les victimes de l'exclusion. Sans oublier le développement de l'offre d'accès aux soins, la réduction des inégalités territoriales en matière de santé ou bien encore l'économie sociale et solidaire, axée sur de nombreux partenariats et soutiens aux couveuses et autres coopératives d'activités et d'emplois.



32

Un pays, deux États

Fruit de la guerre froide et symbole du partage du monde en deux blocs antagonistes depuis son édification, en août 1961, le Mur de Berlin s'est effondré le 9 novembre 1989.

Suite logique de grandes manifestations populaires qui marquent la rupture avec l'immobilisme du régime communiste.

L'événement est à la hauteur des espoirs qu'il a suscités. Au soir du 9 novembre 1989, la chute du Mur de Berlin scelle la fin d'une époque. À compter de ce jour, la frontière séparant les deux blocs de la ville s'effondre, au terme de grandes manifestations qui ont vu plusieurs millions d'allemands pointer l'im-

mobilisme du régime communiste et réclamer le droit de circuler librement d'Est en Ouest. La réunification de l'Allemagne est en marche. Elle est officialisée le 3 octobre 1990.

Rideau de béton

L'histoire débute au lendemain de la guerre. Les

accords conclus en 1944-1945 par les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France, aboutissent aux accords de Potsdam et à la division de l'Allemagne en quatre zones distinctes, placées sous l'autorité de quatre commandants en chef qui forment le Conseil de contrôle installé dans l'ancienne capitale du Reich. Laquelle se retrouve elle-même divisée en quatre secteurs pilotés par autant de gouverneurs militaires, réunis au sein de la Kommandatura. Les protestations du monde occidental n'y changeront rien. La guerre froide bat son plein.

Tensions

Le 27 novembre 1958, Nikita Khrouchtchev adresse un ultimatum aux puissances occidentales, les enjoignant, sous six mois, de démilitariser Berlin-Ouest. Faute de quoi, il signera un traité de paix séparé avec la RDA. La tension est à son comble en raison du flot ininterrompu de réfugiés qui déstabilise le pays. Lors d'une réunion des chefs des partis communistes, Walter Ernst Paul Ulbricht, chef de l'État est-allemand, obtient la fermeture de la frontière intra-berlinoise. Interpellé par un journaliste sur l'érection supposée d'un mur, il déclare alors ne pas

BIBLIOGRAPHIE

33

avoir pris connaissance d'un tel projet, niant même toute idée d'oeuvrer dans ce sens.

La déclaration publique du Pacte de Varsovie (3-5 août 1961) n'en propose pas moins de « contrecarrer à la frontière avec Berlin-Ouest les agissements nuisibles aux pays du camp socialiste et d'assurer autour de Berlin-Ouest une surveillance fiable et un contrôle efficace ». Le 4 août, un décret contraint les travailleurs frontaliers à s'enregistrer comme tels et à s'acquitter de leurs loyers en Deutsche Mark, monnaie officielle de la RFA. Confrontée à de graves difficultés économiques et sociales, la RDA est au bord de la faillite.

Mesures de rétorsion

Le 11 août, la Chambre du Peuple est-allemande approuve la concertation avec Moscou et donne les pleins pouvoirs au Conseil des ministres pour assurer la réalisation de l'édifice. Le lendemain, ce même Conseil adopte un décret dénonçant la politique d'agression impérialiste des Occidentaux. Un contrôle très strict des frontières séparant Berlin-Ouest et Berlin-Est est instauré.

Dans la nuit du 12 au 13 août, des ouvriers posent

grillages et barbelés pour séparer les zones d'occupation française, britannique et américaine d'une part, et la zone d'occupation soviétique, d'autre part. Pour les Russes, l'objectif est clair : mettre un terme à l'exode massif de la population est-allemande : près de trois millions de personnes se sont ainsi réfugiées à l'Ouest depuis 1949, malgré les mesures de rétorsion prévues à l'encontre de leurs familles restées à l'Est. Preuve que le communisme ne fait plus recette, outre-Rhin. Le 13 août au soir, le bourgmestre régnant de Berlin, Willy Brandt, déclare devant la chambre des députés : « Sous le regard de la communauté mondiale des peuples, Berlin accuse les séparateurs de la ville, qui oppriment Berlin-Est et menacent Berlin-Ouest, de crime contre le droit international et contre l'humanité ».

Le temps fera son œuvre, le dispositif frontalier se renforçant peu à peu. Plus de 100 000 Allemands de l'Est tenteront de fuir leur pays, en franchissant le Mur. Au final, plusieurs centaines de fugitifs trouveront la mort lors de leur tentative de passage, abattus par des garde-frontières.

Bruno Tranchant

- Yvan Vanden Berghe (trad. 2e éd. par Serge Govaert), *Un grand malentendu ? Une histoire de la guerre froide (1917-1990)*, Academia, Louvain-La-Neuve, cop. 1993.

- Bernard Brigouleix, 1961-1989 : *Berlin, les années du mur*, Tallandier, Paris, 2001.

- Philippe Demenet, *J'ai vécu le mur de Berlin*, Bayard Jeunesse, Paris, 2007.

- André Fontaine, *Histoire de la guerre froide, de la guerre de Corée à la crise des alliances (1950-1963)*, Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1983.

- Gilles Freissinier, *La Chute du mur de Berlin à la télévision française : de l'événement à l'histoire (1961-2002)*, L'Harmattan, Paris, 2006.

- Anne-Marie Le Gloannec, *Un mur à Berlin*, Complex, Bruxelles, 1985.

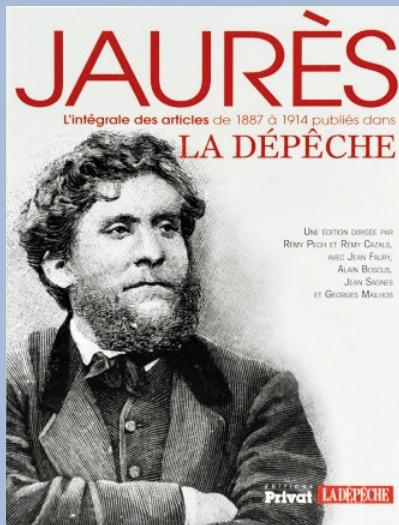
- Claude Quétel, *Dictionnaire de la Guerre froide* (Larousse), Paris, 2008.

- Arthur Schlesinger (trad. sous la dir. de Roland Mehl), *Les Mille Jours de Kennedy*, Denoël, Paris, 1966.

- Peter Schneider, *L'Allemagne dans tous ses états*, B. Grasset, Paris, 1991.

- Pierre Verluise, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Préf. J.-D. Giuliani, Choiseul, 2009.

- Daniel Vernet, *Le Monde, Novembre 1989 : le mur de Berlin s'effondre*, Seuil, Paris, 1999.



34

Jaurès au goût du jour

Pendant 27 ans, de 1887 à 1914, Jean Jaurès écrit chaque semaine dans « La Dépêche du Midi ». Pour commémorer les 150 ans de sa naissance, les Éditions Privat publient l'intégrale de ses écrits en 935 pages, à mettre dans toutes les bibliothèques. Cet ouvrage de référence permet de suivre les évolutions de la pensée d'un jeune homme qui vient d'être élu député républicain au début de sa collaboration avec le journal et l'achève comme dirigeant socialiste et directeur éditorialiste de *L'Humanité*.

Grâce à une fidèle chronologie et un index thématique,

le lecteur vagabondera sur les traces de Jaurès, accompagnera ses transformations personnelles et ses évolutions. Comme le passage au socialisme en actes, avec les grèves des mineurs de Carmaux où se mêlent combat social et défense du suffrage universel : « les républicains modérés disent tous les jours aux travailleurs : défiez-vous des violents et de la violence : vous avez le bulletin de vote et il vous suffit. Oui si on ne leur arrache pas par la force ! », écrit-il à l'époque.

En 1300 articles, rien de la vision prophétique, des engagements philosophiques ou des goûts littéraires de Jaurès n'échappera au lecteur.

Son dernier billet est imprimé dans l'édition du 30 juillet 1914. Le lendemain, il a rendez-vous avec la mort. Intitulé « L'oscillation au bord de l'abîme », cet ultime papier est consacré à cette « guerre universelle » contre laquelle il se battait avec fougue. Jaurès exprime sa « stupeur » et sa colère voisine du désespoir de voir à quoi « aboutit le mouvement humain ». Et pourtant il

conserve sa foi en l'avenir parce qu'il se refuse à désespérer totalement des hommes : « si malgré tout l'orage éclate, il sera si effroyable qu'après un accès de fureur, de douleur, les hommes auront le sentiment qu'ils ne peuvent échapper à la destruction totale qu'en assurant la vie des peuples sur des bases nouvelles sur la démocratie, la justice, la concorde et l'arbitrage ».

Un siècle plus tard, ces pages sont plus qu'un témoignage historique et politique. La pensée de Jaurès a traversé le siècle. Sa lecture demeure une stimulation pour l'esprit et le cœur.

Jaurès, la Dépêche, par Rémy Pech, les Éditions Privat, 935 pages, 49 euros.

T.C.

Manga pour grandir

Trop souvent, les mangas (bande dessinée japonaise populaire) sont assimilées en France à un genre dérisoire où des Pokemons et des lolitas mêlent leurs destins de papier.

Jirô Taniguchi est un maître mangaka. Loin des mièvrettes, son œuvre illustre une certaine philosophie de l'existence, un certain rapport au temps et à l'espace,

DOCUMENTAIRE

En attendant Copenhague

jusqu'à faire l'éloge de la lenteur. Dans un zoo en hiver, l'auteur raconte sa propre histoire. Celle d'un jeune homme employé dans le textile qui s'évade par le dessin. Point de scènes d'actions musclées dans ce manga. La seule violence est familiale et sociale. L'auteur nous fait découvrir l'intimité d'un jeune Japonais qui découvre l'amour, le travail et Tokyo au tout début des années 1970. Comme à chaque fois, le trait de Taniguchi évite les plans spectaculaires. Il met son travail au service de la description du quotidien, de ces petits événements qui finissent par faire sens et qui modèlent l'existence. Il rend admirable et poétique ce qui devant tant d'autres yeux serait demeuré banal.

Jiro Taniguchi, *Un zoo en hiver*, traduit par Corinne Quentin, Casterman, 15 euros.

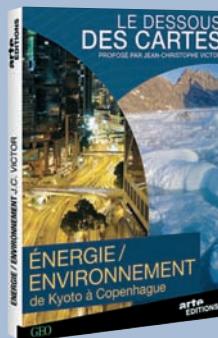
T.C.

Dans une série d'émissions, Jean-Christophe Victor propose une étude globale des ressources dont nous disposons et que nous utilisons au gré de nos envies sans penser aux conséquences sur la vie.

L'extinction des espèces, la fonte des glaces, et désormais les premières migrations climatiques sont les premiers signes d'une folle consommation humaine. Les ressources se tarissent. Et pourtant, il y a encore trop peu de réactions. Les biocarburants et les transports durables sont une solution pour réduire la dépendance aux hydrocarbures, reste que c'est à l'homme d'impulser le vrai changement. En a-t-il la volonté ? Responsable par son mode de vie du déséquilibre biologique, c'est à l'homme d'établir la nouvelle loi du vivre mieux.

Le dessous des cartes, de Kyoto à Copenhague, énergies et environnement, proposé par Jean-Christophe Victor, DVD Arte éditions.

C.C.



35

FILM

En harmonie



Musiciens d'Israël et de Palestine, juifs, chrétiens ou musulmans, ils se sont retrouvés pour une tournée de concerts en France. Loin des conflits et des préjugés, Jean-Yves Labat de Rossi les a réunis autour de la musique. Leur passion, un point commun parmi toutes les différences apparentes. « Je me suis demandé si un projet autour de la musique pouvait véritablement recréer des liens entre des personnes que les guerres opposent » explique Xavier de Lauzanne, réalisateur du film.

Tous ces musiciens pensent distinguer art et politique. Ils cherchent à se comprendre pour s'entendre. Mais cette bonne volonté aura-t-elle raison des incompréhensions ? La musique les réconcilie finalement, pacifie les relations... adoucit les mœurs !

D'une seule voix, film de Xavier de Lauzanne, durée 88 min, sortie le 11 novembre 2009.

C.C.



Gilles Larvaron, régional épaté

Il est une des petites mains sans qui le Tour de France du projet n'aurait pas vu le jour. Les choses se sont un peu précipitées pour ce tout jeune salarié de la fédération socialiste de l'Isère qu'il a rejoint, il y a à peine trois mois. Le 21 octobre, Gilles Larvaron recevait déjà l'une des étapes du Tour de France du projet. « Travailler dans une fédé, c'est comme bosser dans une association, il faut savoir bricoler, être souple, et surtout partager l'idéal qu'on souhaite faire avancer » explique-t-il.

Son bac en poche, le jeune homme se lance dans des études sur l'intelligence économique à la Faculté de Lyon 3, études qu'il poursuit à l'autre bout du monde, en Nouvelle-Zélande. Une expérience fructueuse pour prendre du recul et préciser la conception qu'on se fait, quand on a 20 ans, de l'image de la France par-delà les frontières.

Cette expérience à l'étranger lui donne du grain à moudre pour le débat sur l'identité nationale. « Pourquoi organiser une consultation sur l'identité nationale alors que c'est de notre patrimoine qu'on devrait parler, s'agace-t-il. Une identité s'attribue, un patrimoine se partage. C'est d'ailleurs ce patrimoine que le monde nous envie : de 1789 à nos dernières réalisations en termes de solidarité. Notre modèle



**“ Ils attendent
du PS un
véritable projet
de société que nous
sommes en train
de construire
ensemble ”**

social est un des piliers de notre patrimoine, c'est l'élément qui, aujourd'hui, fait que je suis fier d'être Français, or c'est cela que Sarkozy est en train de détruire. »

Celui qui se qualifie de « technicien de la politique » est donc aujourd'hui heureux du bilan d'étape du Tour de France du projet à Grenoble. Sur la forme comme sur le fond, l'événement « a été à la hauteur des enjeux ». La mobilisation des militants, des sympathisants mais aussi des gens qui n'ont pas l'habitude de ce genre de débats, a d'abord été forte. Ensuite, le dialogue dans la salle a été remarquable. « J'ai été frappé par la prise de parole d'un jeune issu de l'immigration. Il a mis du temps à se lancer, mais après quelques hésitations, il a réussi à expliquer pourquoi il était inquiet pour son avenir et pour celui de ses proches. Il fait partie de ceux qui attendent du PS un véritable projet de société, celui que nous sommes en train de construire ensemble ». Le militant et le permanent qui sont en Gilles ont donc été enthousiasmés par cette rencontre entre Martine Aubry et les Français. « À quelques mois des régionales, conclut-il, cette volonté forte de dialogue sera un plus pour le PS, j'en suis convaincu ».

Ariane Vincent